

BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

**DISCOURS DE SEM KERFALLA YANSANE
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
GOUVERNEUR DE LA BAD POUR LA GUINEE
AUX ASSEMBLEES ANNUELLES DE LA BAD
A ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)
DU 27 AU 28 Mai 2010**

Mai 2010

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs

Honorables Gouverneurs,

Monsieur le Président du Groupe de la Banque africaine de développement

Mesdames et Messieurs les Administrateurs

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de prendre part aux Assemblées annuelles 2010 du Groupe de la Banque Africaine de Développement qui se tiennent cette année ici en Côte d'Ivoire, dans cette agréable ville d'Abidjan bien connue pour sa légendaire AKWABA.

Au nom du Gouvernement et du peuple de Guinée, je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement et au peuple ivoiriens, pour l'accueil chaleureux et les bonnes dispositions prises pour la tenue et le succès de nos assises, malgré les nombreuses contraintes auxquelles la Côte d'Ivoire est confrontée.

Je saisis cette occasion pour féliciter et rendre un hommage bien mérité à Monsieur Donald KABERUKA, Président du Groupe de la Banque africaine de développement, au Conseil d'Administration, à la haute direction, et à l'ensemble du personnel de la Banque pour l'excellente organisation des présentes Assemblées.

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,
Honorables Gouverneurs,
Monsieur le Président du Groupe de la BAD,
Mesdames et Messieurs,

Ma délégation apprécie hautement les résultats financiers et opérationnels très positifs de la Banque, qui sont en constante amélioration. Nous sommes particulièrement heureux de noter que sur la période 2007-2009, les montants de transferts nets du Groupe sont passés de 673 millions USD à plus de 4 milliards USD. Sur la même période, les transferts de ressources concessionnelles, à savoir celles émanant du Fonds Africain de Développement (FAD) et du Fonds Spécial du Nigeria (FSN) sont passées de 608 millions USD en 2007 à environ 2,533 milliards USD en 2009.

Ces chiffres sont assurément impressionnants et réconfortants dans un contexte mondial encore marqué par les séquelles de la grande crise financière mondiale, en particulier la raréfaction des ressources financières. C'est pourquoi ma délégation tient à adresser ses chaleureuses félicitations au Président Kaberuka, au Conseil d'Administration, et à l'ensemble du personnel de la Banque Africaine de Développement pour leur réponse ponctuelle et positive à la crise. Cependant la BAD se doit de rester vigilante, car de nouvelles turbulences financières se manifestent à nouveau dans l'environnement international.

Si on n'y prenait garde, ces turbulences pourraient rapidement se propager à notre continent, et remettre en cause la fragile reprise des économies africaines.

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,
 Honorables Gouverneurs,
 Monsieur le Président du Groupe de la BAD,
 Mesdames et Messieurs,

Au nom du Gouvernement guinéen, je voudrais souligner le caractère exemplaire de la coopération entre la Guinée et la Banque Africaine de Développement, qui date de plusieurs décennies. De 1974, date de sa première intervention en Guinée, jusqu'en mars 2010, le Groupe de la Banque a financé plus de 70 opérations pour un montant de plus de 500 Millions UC d'engagements nets, englobant des projets et des programmes dans tous les domaines de la vie économique et sociale de notre pays, y compris notamment dans les infrastructures, les réformes économiques, les appuis institutionnels, l'assistance technique et les études.

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,
 Honorables Gouverneurs,
 Monsieur le Président du Groupe de la BAD,
 Mesdames et Messieurs,

Je me dois cependant d'attirer votre bienveillante attention sur la grande fragilité de la situation politique, économique, et sociale dans laquelle se trouve la Guinée depuis de nombreuses années. En moyenne, sur la période 1987-2007, la croissance annuelle du PIB par habitant de la Guinée a été de 0,9 %. Au demeurant, le PIB par habitant de la Guinée a évolué avec un rythme beaucoup plus faible à partir de 2000. En effet, entre 2000 et 2007, le taux annuel moyen de croissance du revenu par habitant a été de 0,5%. Ainsi, malgré son potentiel économique considérable, la Guinée est encore classée par l'ONU parmi les Pays les Moins Avancés (PMA), avec un taux de pauvreté qui touche près de 55% de la population en 2009 contre 49% en 2002 !

Certes, cette situation s'explique en grande partie par la mal gouvernance ; mais elle trouve son origine lointaine dans les conflits armés qui ont frappé la sous-région Ouest Africaine depuis le début des années 1990, entraînant un afflux sans précédent de réfugiés sur le sol guinéen, et occasionnant des invasions récurrentes des groupes rebelles.

La situation politique, économique, et sociale s'est particulièrement dégradée au cours des trois dernières années avec son cortège de malheurs qui sont maintenant bien connus :

- Janvier 2007, grève générale, suivie d'un soulèvement populaire contre la dictature, la corruption, et la vie chère, soulèvement réprimé dans le sang (plus de 150 morts) ;
- Décembre 2008, prise du pouvoir par l'armée suite au décès du Président de la République ;
- 2009, blocage du dialogue entre l'armée, les partis politiques et la société civile ;
- 28 Septembre 2009, vaste manifestation pacifique des forces vives, et répression sanglante (plus de 200 morts et disparus !) dans le stade du même nom.
- Décembre 2009, tentative d'assassinat du Chef de la Junte.

Cette descente aux enfers a été freinée par les « Accords de Ouagadougou » avec la facilitation du Président du Burkina Faso et sous le patronage de la Communauté Internationale, représenté par un « Groupe de Contact International ». Depuis Janvier 2010, la Guinée est engagée dans une courageuse et difficile transition démocratique, qui s'est traduite par des avancées appréciables aussi bien sur le plan politique, que dans la remise en ordre de la gestion économique.

Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs,
Honorables Gouverneurs,
Monsieur le Président du Groupe de la BAD,
Mesdames et Messieurs,

Je profite de l'occasion pour saluer les efforts des organisations africaines régionales et sous régionales, et la Communauté Internationale dans son ensemble pour l'appui à la transition politique en Guinée, en ce qui concerne notamment l'assistance pour la conduite du processus électoral, et l'appui pour la réforme des forces de défense et de sécurité. Cependant, peu d'initiatives ont été prises pour assister la Guinée dans le domaine des réformes économiques, alors que le pays est confronté à une situation financière difficile caractérisée entre autres par une lourde dette extérieure, un niveau élevé d'arriérés extérieurs, et la faiblesse des services de base. Malgré quelques timides efforts de la part de certains partenaires au développement dont la BAD et l'Agence Française de Développement (AFD), la Communauté internationale se retranche derrière un juridisme étroit en refusant toute aide à la Guinée (en dehors de l'assistance humanitaire), aussi longtemps que le pays ne sera pas doté d'institutions démocratiques : **en somme les élections ou rien !**

Cette situation paradoxale pose tout le problème de la gestion des Etats Fragiles par la Communauté Financière Internationale. Il est en effet indéniable que la Guinée remplit aujourd'hui tous les critères d'un Etat Fragile, et mérite de ce fait un traitement spécial à la hauteur des espoirs des braves populations meurtries par tant d'années de manque de libertés, et conditions de vies inhumaines.

Je voudrais au nom du Gouvernement Guinéen, et au nom du Général Sékouba Konaté, Président de la Transition, (qui a pris des risques énormes dans la conduite de la Transition) en appeler à la BAD et à la Communauté Financière Internationale toute entière, afin qu'elle se dote d'instruments d'intervention plus rapides et plus souples en faveur des Etats Fragiles, sans conditionnalité juridique rigide, notamment sous forme d'appui à la balance des paiements et d'appui budgétaire, pour permettre à ces pays de faire face au règlements des arriérés extérieurs et à la demande sociale pressante, et de relancer la machine économique. Dans cette perspective, il serait souhaitable que la BAD considère l'ouverture d'un Bureau National en Guinée pour maintenir le dialogue et accompagner de plus près les difficiles réformes économiques à mettre en œuvre pendant et après la transition. Je voudrais pour mémoire rappeler que la Guinée avait en son temps hautement apprécié l'ouverture d'un Bureau National de la BAD à Conakry en 1990, lequel bureau a été malheureusement fermé en 1994.

La politique de décentralisation de la BAD que j'appelle ainsi de tous mes vœux, suppose bien entendu un renforcement de la surface financière de la Banque. C'est pourquoi, je profite de l'occasion pour exhorter les gouverneurs régionaux et non régionaux à s'accorder sans délai sur la Sixième Augmentation de Capital de la BAD, qui devrait permettre à la Banque d'affronter dans de meilleures conditions les grands défis du XXIème Siècle.

Je vous remercie de votre aimable attention.